



Liberté • Égalité • Fraternité

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA HAUTE-GARONNE

Direction départementale des territoires

Service environnement, eau et forêt
Unité des procédures environnementales

N° S3IC : 68-8138

Arrêté de mise en demeure à l'encontre de la société ENVIE 2E à Portet-sur-Garonne

N° 97

Le préfet de la région Midi-Pyrénées,
Préfet de la Haute-Garonne,
Officier de la Légion d'honneur,
Officier de l'ordre national du Mérite,

Vu le code de l'environnement, notamment les articles L.171-6, L.171-7, L.172-1, L.511-1, L.514-5 et R.512-33 ;

Vu l'arrêté ministériel du 15 décembre 2009 fixant certains seuils et critères mentionnés aux articles R.512-33, R.512-46-23 et R.512-54 du code de l'environnement ;

Vu l'arrêté préfectoral du 13 mai 2013 autorisant la société ENVIE 2E à exploiter un centre de transit, tri, regroupement et traitement de déchets d'équipements électriques et électroniques à Portet-sur-Garonne, 19/21 avenue du Bois Vert ;

Vu la demande déposée par la société ENVIE 2E le 15 juin 2011, et le dossier associé, en vue d'obtenir l'autorisation d'exploiter des installations de transit, regroupement et tri de déchets d'équipements électriques et électroniques, d'une capacité maximale de 2150 m3, et de traitement de déchets d'équipements électriques et électroniques ;

Vu la lettre de la société ENVIE 2E en date du 8 juillet 2013 informant le préfet des modifications envisagées sur ses installations de Portet-sur-Garonne ;

Vu la lettre du 02 juin 2014 actualisant le classement des activités et annulant et remplaçant l'article 1.2 de l'arrêté préfectoral du 13 mai 2013 ;

Vu la lettre de la société ENVIE 2E en date du 30 juillet 2014 informant le préfet des modifications des éléments du dossier de demande d'autorisation déposé en décembre 2011 et transmettant le dossier d'actualisation des études d'impact et de dangers du site de Portet-sur-Garonne ;

Vu la lettre du 1^{er} juin 2015 de l'inspection des installations classées adressée à la société ENVIE 2E ;

Vu la lettre du 18 juin 2015 de la société ENVIE 2E adressée à la Direction régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 24 décembre 2013 établi à la suite de la visite d'inspection réalisée le 7 novembre 2013 ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 28 avril 2014 relatif à l'actualisation de classement au regard des évolutions réglementaires ;

Vu le rapport de l'inspection des installations classées en date du 27 juillet 2015 ;

Vu le courrier adressé par l'inspection de l'environnement à la société ENVIE 2E le 27 juillet 2015 dans le respect des dispositions des articles L.171-6 et L.514-5 du code de l'environnement ;

Considérant que, lors de sa visite du 07 novembre 2013, l'inspection des installations classées a constaté la mise en œuvre effective des modifications des installations décrites dans le courrier du 8 juillet 2013 susvisé relatives à l'extension des plages horaires de fonctionnement, à la nouvelle activité de traitement d'écrans plats et à l'augmentation des quantités de déchets en transit et traités sur le site ;

Considérant les modifications des installations déclarées par la société ENVIE 2E dans son courrier du 30 juillet 2014 susvisé :

- capacités de stockage des déchets sur le site portée à 680 tonnes et 5100 m³ pour, respectivement, 600 tonnes et 2150 m³ autorisés par l'arrêté préfectoral du 13 mai 2013 susvisé ;
- capacité de stockage de déchets contenant des PCB/PCT (radiateurs à bain d'huile) portée à 1 tonne pour 375 kg autorisés par l'arrêté préfectoral du 13 mai 2013 susvisé ;
- capacité de traitement des déchets sur le site portée à 90 t/j pour 30 t/j autorisées par l'arrêté préfectoral du 13 mai 2013 susvisé ;
- mise en place d'une nouvelle activité de traitement des écrans plats ;
- extension des plages horaires de fonctionnement (travail posté en 2x8 de 6h à 22h et en 3x8 durant la période estivale) ;
- changement d'exploitant, au profit de la société ENVIE AFM Sud Ouest SAS (EASO) filiale de la société ENVIE 2E, de l'installation de traitement et de la chaîne de tri des petits appareils en mélange (PAM) ;

Considérant que dans son courrier du 30 juillet 2014, la société ENVIE 2E a déclaré que le dossier remis à cette occasion au préfet « *a pour objectif de présenter les activités actuelles du site (...)* », et que, de ce fait, les modifications déclarées et décrites dans celui-ci étaient effectives sur le site de Portet-sur-Garonne à la date du 30 juillet 2014 ;

Considérant que, par application du critère de seuil quantitatif défini à l'article 1^{er}, § IV de l'arrêté ministériel du 15 décembre 2009 susvisé, les augmentations de capacités déclarées par la société ENVIE 2E constituent une modification substantielle au sens de l'article R.512-33-II du code de l'environnement qui nécessite le dépôt d'une nouvelle demande d'autorisation d'exploiter soumise aux mêmes formalités que les demandes initiales ;

Considérant que la société ENVIE 2E exploite actuellement ses installations dans leurs configurations modifiées, telles que décrites dans le dossier remis en juillet 2014, sans avoir fait l'objet, avant leur réalisation, du dépôt d'une demande d'autorisation d'exploiter et qu'elles sont actuellement exploitées sans l'autorisation préfectorale requise ;

Considérant le courrier en date du 18 juin 2015 susvisé par lequel la société ENVIE 2E déclare être l'exploitant unique de l'ensemble des installations classées exploitées sur le centre de Portet-sur-Garonne ;

Considérant que, de ce fait, il convient de faire application des dispositions de l'article L.171-7 du code de l'environnement en mettant en demeure la société ENVIE 2E de régulariser la situation en déposant une demande d'autorisation d'exploiter selon les dispositions prévues aux articles R.512-2 à R.512-10 du code de l'environnement ;

Considérant que l'information de la société ENVIE 2E, prévue aux articles L.171-6 et L.514-5 susvisés du code de l'environnement a été réalisée par lettre de l'inspection des installations classées en date du 27 juillet 2015 ;

Sur proposition du secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne,

Arrête :

Art. 1^{er}. – La société ENVIE 2E, dont le siège social est situé 19/21 avenue du Bois Vert, 31120 Portet-sur-Garonne, est mise en demeure, **dans un délai de trois mois**, à compter de la notification du présent arrêté, de déposer un dossier de demande d'autorisation d'exploiter conforme aux dispositions des articles R.512-2 à R.512-10 du code de l'environnement.

La demande portera sur l'ensemble des installations exploitées sur le centre de Portet-sur-Garonne.

Art. 2. – Sanctions

Si, à l'expiration du délai fixé à l'article 1^{er}, l'exploitant n'a pas obtempéré à la présente mise en demeure, il sera fait application des suites administratives prévues aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement - consignation de sommes - travaux d'office - suspension de l'activité, indépendamment des poursuites pénales, ainsi que la fermeture ou la suppression des installations ou la cessation définitive des travaux

Art. 3. – Délais et voies de recours

L'exploitant dispose d'un délai de deux mois, à compter de la notification de la présente décision, pour la déférer, s'il le souhaite, au Tribunal administratif de TOULOUSE.

Art. 4. – Exécution

Le secrétaire général de la préfecture de la Haute-Garonne, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement de Midi-Pyrénées, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la société ENVIE 2E.

Fait à Toulouse, le **17 AOUT 2015**

Pour le préfet et par délégation,
Le secrétaire général,


Thierry BONNIER

